

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électorale.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
- programme communiste -
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 262
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
11 au 24 mars 1978

Ou préparation électorale ou préparation révolutionnaire

Alors que la crise économique qui se prolonge pèse lourdement sur les épaules de la classe ouvrière avec son cortège de chômage et d'austérité, les élections viennent encore une fois à point pour dévier la réaction prolétarienne.

Partout, la bourgeoisie impérialiste se prépare à faire face, non seulement à l'aggravation des antagonismes qui l'opposent à ses concurrents, mais surtout à la reprise de la lutte des classes, qui couve sous les apparences de la paix sociale. Partout elle accentue l'exploitation de la classe ouvrière, et renforce (et contre qui, sinon contre le prolétariat ?) le blindage policier et militaire de ses Etats.

Et pourtant, encore une fois, tous les partis « démocratiques », de droite comme de gauche, tentent de faire croire aux prolétaires qu'ils pourraient changer leur sort grâce à l'arme dérisoire du bulletin de vote. Encore une

fois, les soi-disant partis communiste et socialiste qui présentent leur candidature à la gestion de l'Etat bourgeois, chantent les vertus d'une prétendue voie électorale et pacifique au socialisme, sans révolution, sans destruction de l'Etat bourgeois, sans dictature du prolétariat.

Le PCF, qui tente aujourd'hui de se refaire à peu de frais une façade « ouvrière » sur le dos du PS, partage en réalité les mêmes principes bourgeois que ce dernier, et le même objectif fondamental : la conservation de l'ordre capitaliste. Quand il était au gouvernement, de 1945 à 47, il a assuré, main dans la main avec le PS, la reconstruction de l'économie bourgeoise, le renforcement de l'Etat impérialiste, la répression coloniale. Depuis il n'a cessé, dans sa longue cure d'opposition, de donner de nouvelles preuves de son rôle spécifique d'agent de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, en freinant

DANS CE NUMERO :

- L' « Europe germano-américaine » (fin)
- La question du droit de vote pour les travailleurs immigrés
- Les positions d' « Autonomia operaia » en Italie
- Grèves aux Etats-Unis, Allemagne et Angleterre

et en sabotant les luttes ouvrières (et il prétend ne pas vouloir l'austérité !), en prêchant la solidarité nationale, en instillant dans les prolétaires le poison du chauvinisme (« Fabriquons français ») et de la division.

Ce sont aussi des illusions paralysantes que répandent les groupes pseudo-révolutionnaires qui appellent à voter au second tour pour les partis de

(suite page 2)

Cette fois, Ségué dit la vérité

Dans son interview à l'Expansion de février 78, les mensonges de Ségué que nous avons relevés dans le numéro 261 du Prolétaire n'étaient destinés qu'à faire monter les enchères auxquelles l'opportunisme se livre généralement avant que n'arrive la situation de crise politique où la bourgeoisie l'appelle à ravalier ses aspirations particulières au nom de l'intérêt national et de l'urgence de la situation.

« J'imagine que si la gauche triomphe en mars 78 et prend le pouvoir, il se passera très peu de temps avant que nous soyons appelés à une négociation rue de Grenelle ou à Matignon. Et nous avons suffisamment d'autorité pour garantir à un gouvernement de gauche, qui respectera ses engagements, l'économie de la plupart des conflits sociaux. En y mettant le prix, un gouvernement de gauche peut avoir en nous bien mieux que des alliés : des partenaires » (c'est nous qui soulignons).

La vérité alors ? Pas tout à fait cependant... En effet, au moment où la participation du PC à un gouvernement de gauche semble remise à plus tard, la situation après les élections présentera probablement une gamme de situations où la CGT sera officiellement dans l'opposition.

Qu'il s'agisse d'une situation de transition où les giscardocentristes n'arrivent pas encore à se débarrasser des chiraquiens qui s'accrochent, d'un gouvernement de centre-droit avec l'appui tacite d'une partie du PS ou, si les élections le permettent et si la situation sociale y pousse, d'un gouvernement PS-MRG s'adjoignant ou non pour la circonstance un pan des centristes à la Servan-Schreiber, disponibles pour toute majorité...

(suite page 3)

Vive la lutte des mineurs américains !

Après des mois et des mois de conflit (voir *Le Prolétaire* n° 261), les mineurs des Appalaches, même sans bénéficier de la caisse de grève du syndicat, viennent de refuser avec indignation l'accord signé entre les dirigeants syndicaux et le patronat.

Leurs dirigeants syndicaux avaient accepté rien moins qu'une clause autorisant les chefs d'entreprise à prendre des sanctions contre les organisateurs de grèves sauvages et la restriction des « avantages » en matière de santé.

Devant la généreuse réaction des mineurs, l'Etat vient de lancer un ordre de réquisition prévu par la loi Taft-Hartley, destinée à « geler » le conflit pendant 80 jours afin de « calmer les esprits ».

Il n'est pas du tout sûr que ce résultat soit atteint, tant semble grande la détermination des grévistes, qui ont accueilli l'ordre de réquisition par le mépris.

C'est la raison pour laquelle *Le Monde*, qui appelle depuis un moment la bourgeoisie d'outre-atlantique à ses responsabilités (comment en effet cette dernière pourrait-elle prétendre protéger ses sœurs européennes de leurs propres ouvriers, si elle n'est pas capable de faire le ménage chez elle ? !), n'est pas des plus enthousiastes, une fois la réquisition annoncée. Comme on peut le lire dans le numéro du 8-3-78 : « La sanction prévue contre un refus d'obtempérer à un ordre de réquisition consiste éventuellement en peines de prison, mais surtout en amen-

(suite page 4)

A propos de la campagne contre l'« Europe germano-américaine » (3)

(Le début de cet article a paru dans les numéros 260 et 261 du Prolétaire).

Pour justifier le mariage contre nature entre marxisme et nationalisme, les tenants de la campagne « contre l'Europe germano-américaine » s'appuient encore sur un double argument, de nature apparemment tactique, et que l'OCT formule de la façon suivante :

1) La bourgeoisie française a laissé tomber le drapeau de l'indépendance nationale. « Mais les limites, l'inconséquence, l'absence de perspective du nationalisme bourgeois ne le rendent pas pour autant inoffensif ». Il risque fort de « capter un sentiment populaire réel » (le mécontentement de couches intermédiaires devant la pression étrangère) « pour le dévoyer, pour le réduire au chauvinisme bourgeois [...]. C'est pourquoi il serait dangereux de laisser à ces braillards du patriotisme le monopole d'une résistance qu'ils sont d'ailleurs bien incapables de mener à bien » (*L'Etincelle*, n° 5, article cité, p. 21).

2) Le « réformisme », lui, est divisé entre un PS qui aspire à l'intégration de la France dans « l'Europe de Schmidt », et un PCF traditionnellement anti-allemand. Or, « par delà ce chauvinisme « anti-boche », il existe cependant, dans les rangs et sur les pourtours du PCF, une opposition saine, sur des bases populaires, à tout ce que représente le projet capitaliste européen. Il appartient aux révolutionnaires, par l'impulsion qu'ils sauront donner à cette campagne, de donner à ces camarades une possibilité de s'exprimer et de se libérer du carcan révisionniste » (Ibid).

C'est donc, pour l'OCT, la perspective d'une double alliance — avec les couches petites bourgeoises d'une part, avec de lar-

ges franges du social-chauvinisme de l'autre — qui fonderait la nécessité, pour le prolétariat, et avant tout le prolétariat français, de « ramasser le drapeau de l'indépendance nationale », selon la formule bien connue.

A l'opposé, si le marxisme n'est nullement indifférent au problème de l'exploitation du mécontentement de couches intermédiaires, il ne saurait jamais lui sacrifier ses principes et les intérêts de la lutte pour l'unité internationale du prolétariat, dont dépend la victoire de la révolution. Tout l'appui de la petite bourgeoisie ne compte pour rien, si s'affaiblit par là l'unité de la classe ouvrière internationale. Or, le suivisme à l'égard des sentiments nationalistes répandus dans la petite-bourgeoisie ne peut qu'alimenter des réactions analogues de l'autre côté de la frontière, en introduisant ainsi un élément de division entre prolétaires, et en contribuant à susciter l'union sacrée, dans chaque pays, sous l'égide de « leur » bourgeoisie impérialiste.

Quant au suivisme envers le social-chauvinisme, lui-même viscéralement attaché aux intérêts de ses maîtres, il ne peut aboutir qu'à renforcer la subordination du prolétariat aux intérêts de rapine de ces derniers : comment parler dès lors de renforcement du prolétariat par l'apport d'éléments « sains », « populaires », qui lui auraient été arrachés ?

L'OCT croit pouvoir trouver un terrain de rencontre intermédiaire entre nationalisme et internationalisme, entre bourgeoisie et prolétariat, entre opportunisme et « révolutionnaires ». En réalité, comme il n'y a pas, précisément, de moyen terme possible, l'OCT est condamnée à tomber, comme tous les centristes, directement ou par alliés inter-

posés, dans le camp de l'adversaire de classe auquel elle croyait les arracher astucieusement.

La première illustration de ce fait, c'est que l'OCT, qui part en guerre contre l'« hégémonie » allemande sur l'Europe, « oublie » par contre soigneusement que l'Allemagne — dont le prolétariat détient dans ses mains une des clés décisives de la victoire de la révolution mondiale — se trouve depuis plus de trente ans dépecée, sous la botte militaire des anciens Alliés de la guerre, dont la France. Appeler le prolétariat allemand à la lutte contre son Etat est fort bien, mais le premier devoir, ici, est d'abord de lutter de façon intransigeante contre l'oppression que l'impérialisme français fait peser sur le prolétariat d'Allemagne. De même, le souci de noircir le gendarme américain amène l'OCT à blanchir encore l'impérialisme français, lorsqu'elle écrit par exemple que celui-ci « se contente aujourd'hui du rôle de relais que l'impérialisme US lui assigne en Afrique et en Méditerranée ».

Une illustration du type d'« alliance » souhaitée par l'OCT, et de ses efforts pour briser le « monopole » du nationalisme détenu par la bourgeoisie, a été fourni par l'appui enthousiaste qu'elle donnait, dès sa parution, en décembre 1976, à l'Appel pour la constitution d'un Comité contre l'Europe germano-américaine lancé par des « personnalités » ayant participé à la Résistance — depuis Sartre, Bourdet, Vigier, jusqu'aux inévitables généraux Binoche et de la Bollardière, en passant par le pasteur Casalis et le directeur de *Témoignage Chrétien* (cf. *Le Monde* du 5/6-12-76).

Cet appel anti-allemand furibond — comme seul le ressentiment chauvin le plus réac-

(suite page 3)

Sur la question du droit de vote pour les travailleurs immigrés

La question de l'égalité devant le droit de vote est pour nous un aspect subsidiaire de la revendication de l'égalité totale des droits, notamment politiques, entre travailleurs français et immigrés. Il y a là, dirait-on, un paradoxe : d'un côté des abstentionnistes, des antiparlementaires, qui réclament le droit de vote pour les travailleurs étrangers ; de l'autre, des partisans des voies électorales et parlementaires au socialisme qui le leur refusent ! La contradiction, bien sûr, n'est qu'apparente. Et la question, bien qu'elle ne soit pas tout à fait sur le même plan que celle des autres droits politiques — expression, réunion, organisation, etc. —, constitue bel et bien un test de la lutte pour l'unité de tous les prolétaires, qui ne peut se faire que contre toutes les discriminations introduites entre eux par la bourgeoisie.

Le PCF et la CGT, qui réclament depuis dix ans un « statut démocratique » — en réalité parfaitement discriminatoire (cf. *Le Prolétaire* n° 189) — pour les travailleurs immigrés, et qui ont toujours saboté et calomnié avec acharnement leurs luttes, refusent tout net la revendication du droit de vote pour les travailleurs étrangers, qualifiée à la fois d'« irresponsable » et d'« assimilationniste ». Le vote doit rester « français » : comme la production et le « socialisme »...

Le PS et la CFDT — concurrence oblige — ont une position moins nette. La CFDT, toujours aussi tartuffe, entretient l'équivoque en parlant d'« égalité des droits politiques », mais elle a dû préciser récemment, au congrès de sa Fédération des Métaux, que le droit de vote n'était pas inclus dans cette formule. Le PS, lui, l'avance démagogiquement, mais uniquement pour les élections municipales, et uniquement pour les immigrés établis depuis cinq ans, ce qui crée encore une division supplémentaire. Cette concession mesquine a cependant

suffi pour soulever dans les colonnes de *L'Humanité* et de *France Nouvelle* une vertueuse indignation. « Les communistes, eux, rejettent toute idée d'assimilation » (*L'Humanité* du 20-1) : « Accorder le droit de vote aux immigrés en France » serait donner « un alibi aux gouvernements qui ne font rien de sérieux pour favoriser le droit de vote des immigrés dans leur propre pays » (*France Nouvelle* du 23-1). D'ailleurs, le droit de vote accordé aux travailleurs antillais et réunionnais empêche-t-il qu'ils « soient considérés et traités par le pouvoir comme des travailleurs entièrement à part » (ibid.) ?

En réalité, derrière les pseudo-arguments « de gauche » (il ne manque même pas le « respect » de l'autonomie des travailleurs immigrés, de leur « droit à la différence »...), le social-chauvinisme imbu des intérêts de son impérialisme se montre vite à découvert : « accorder le droit de vote aux immigrés en France, n'est-ce pas aussi une façon indirecte de porter atteinte à la souveraineté nationale de notre pays ? » Car « l'étranger » pourrait ainsi manœuvrer « notre » politique en dirigeant les votes de ses ressortissants... Et puis « alors que la crise s'approfondit dans notre pays, que le pouvoir devient l'instigateur de campagnes racistes à l'encontre des étrangers, agiter le droit électoral pour les immigrés, c'est favoriser les objectifs de division du pouvoir ». Autrement dit : ne surtout pas heurter les préjugés chauvins que la bourgeoisie entretient dans l'opinion publique et (avec l'aide active du PCF...) dans la classe ouvrière ! La lutte contre les discriminations — comme toute lutte échappant à l'emprise de l'opportunisme, c'est bien connu — risquerait de les alimenter ! En résumé : produire et se taire.

C'est une condition vitale de la lutte pour l'unité de classe que de lutter pour que tous les prolétaires, en particulier non immigrés, se battent contre toute forme de dis-

crimination entre travailleurs, et refusent d'accepter de gaieté de cœur que l'Etat bourgeois prive une partie d'entre eux de certains droits, quelle que soit par ailleurs leur valeur réelle. C'est là le sens de notre revendication de l'abrogation de toute discrimination vis-à-vis des droits politiques (et donc aussi vis-à-vis du droit de vote) entre travailleurs de nationalités différentes. Ce qu'il faut combattre, ce sont les facteurs de division que la bourgeoisie, et l'opportunisme social-chauvin dans son sillage, sèment parmi les ouvriers : c'est pour cela, avant tout, plus que par calcul électoral ou par respect du principe de nationalité, que la bourgeoisie n'accorde pas le droit de vote aux immigrés, quitte à faire des concessions dans ce sens — comme elle l'a fait sur le terrain des droits syndicaux en 1975, et comme tend à le faire la proposition de loi du PS — pour se donner des moyens de contrôle et de corruption politique sur des couches remuantes, par partis de gauche et opportunisme syndical interposés.

La lutte contre toute discrimination entre prolétaires, la solidarité avec les revendications spécifiques des plus opprimés et des plus exploités d'entre eux, est une condition pour briser tous les obstacles, divisions et méfiances, qui s'opposent à la constitution d'une force de classe unie et autonome. A l'opposé de toute « assimilation », il s'agit pour nous d'unir la classe ouvrière dans la lutte contre la bourgeoisie, contre toute « union sacrée » au sein de la « nation » impérialiste.

De plus, refuser les discriminations entre travailleurs face au droit de vote ne signifie nullement, pour nous, qu'ils doivent, qu'ils ont intérêt à voter ! Ce refus n'est nullement contradictoire avec notre propagande énergique contre la mystification parlementaire et la religion démocratique, et avec notre tactique abstentionniste dans les pays impérialistes : pas plus que la lutte

pour l'égalité totale des droits entre travailleurs n'est contradictoire avec la dénonciation du caractère illusoire, pour les prolétaires, de tout « droit » tant que dure le régime de l'esclavage salarié.

Aucun « droit », sous le capitalisme, ne suffira jamais à donner aux prolétaires, immigrés ou non, une prétendue « égalité » avec les exploités bourgeois. La dictature prolétarienne, seule, pourra réaliser l'intégralité des droits politiques, au sens plein, pour les prolétaires, en les refusant par contre à la bourgeoisie.

Comme l'écrivait Marx après la révolution de 1871 : « La Commune a admis tous les étrangers à l'honneur de mourir pour une cause immortelle. Entre la guerre étrangère perdue par sa trahison, et la guerre civile fomentée par son complot avec l'envahisseur étranger, la bourgeoisie avait trouvé le temps d'afficher son patriotisme en organisant la chasse policière aux Allemands habitant en France. La Commune a fait d'un ouvrier allemand son ministre du Travail. Thiers, la bourgeoisie, le second empire avaient continuellement trompé la Pologne [opprimée par la Russie tsariste, NDR] par de bruyantes professions de sympathie, tandis qu'en réalité ils la livraient à la Russie, dont ils faisaient la sale besogne. La Commune a fait aux fils héroïques de la Pologne l'honneur de les placer à la tête des défenseurs de Paris ».

Voilà le vrai internationalisme prolétarien !

**SOLIDARITE DE CLASSE
AVEC LA LUTTE DES
PROLETAIRES IMMIGRES**

Prix : 3 F.

Electoralisme militaire

Le crétinisme électoral avait poussé le PSU en 1974 à présenter un « candidat soldat » sous l'étiquette d'IDS — Information pour les droits des soldats — précédant comme d'habitude sur la voie opportuniste les autres organisations d'extrême gauche. C'est donc en 1978 au tour du front unique LCR-OCT-CCA.

Evidemment cette forme de lutte comporte quelques inconvénients. Et notamment le fait qu'il est bien difficile depuis la tribune électorale d'apporter son soutien matériel et moral aux soldats organisés dans les casernes.

L'autre petit inconvénient est que le simple fait de présenter des soldats aux élections, surtout quand on le montre comme le résultat d'un rapport de forces qui aujourd'hui serait favorable aux soldats contre la hiérarchie, c'est non seulement faire preuve d'un triomphalisme stupide et dangereux mais encore renforcer les pires illusions legalistes sur les possibilités actuelles de la lutte.

Pourtant on pourrait penser qu'au moins du haut de la tribune les « candidats soldats » vont tenir un langage révolutionnaire. Ecoutez-les. Lors du meeting international de la LCR du 28 février — rediffusé sur les antennes TV et radio le 3 mars — l'un d'eux explique : « sans le soutien des structures syndicales les comités de soldats ne pourront se transformer en syndicat de soldats ». Voilà un genre d'explications parfaitement sybilliques ! Précisément, l'opportunisme s'est opposé en décembre 75 à tout « syndicat de soldats » (c'est-à-dire à toute organisation regroupant la masse des soldats derrière les centrales syndicales et sans la présence des

officiers), à la demande de la hiérarchie militaire. Mais est-ce théoriquement impossible qu'un jour dans une situation d'effervescence sociale, la bourgeoisie demande à l'opportunisme d'exercer ses talents pour subordonner les exigences des soldats aux besoins de la hiérarchie militaire, grâce à un syndicat du genre hollandais par exemple ?

N'est-ce pas travailler à cette perspective paralysante que de parler d'une organisation de soldats sans mettre en avant le besoin de la constituer sur des bases absolument INDEPENDANTES DE LA HIERARCHIE MILITAIRE, ce qui implique un combat ouvert contre l'opportunisme et une situation avancée de la lutte des classes, jusqu'à laquelle les comités de soldats seront en général des organisations petites et relativement fermées, non par leur objet, mais par la nécessité du travail clandestin ?

Pour ces gens là qui en appellent au PC et au PS pour les aider à constituer un « syndicat de soldats », le réformisme serait non seulement capable de retourner sa veste encore une fois, mais même d'aider la lutte ouvrière ! Inconséquence de l'extrême gauche ? Non, poursuivons : « la défense du programme nucléaire, le maintien de l'intégration à l'OTAN [ndr, c'est-à-dire : la politique de la gauche] ce n'est pas l'indépendance nationale ». C'est donc qu'un « gouvernement ouvrier » de la gauche devrait appliquer une politique d'indépendance nationale ?

Sans doute en modifiant la politique de pillage de l'Afrique par une politique plus fondée sur la diplomatie que sur la canonnière, sans doute en adoptant une « juste » politique de contrôle de l'immigration au lieu des horreurs d'Arcen, sans doute en adoptant pour les DOM-TOM « l'autonomie dans le cadre de la République Française » ? A-t-on vu quelle part nos candidats-soldats utilisent la tribune électorale pour dénoncer cette politique des partis de gauche, qui se place directement à l'opposé des intérêts de classe du prolétariat ? Jamais.

Mais laissons cela. Les communistes eux, qui n'ont jamais eu peur de dire la vérité à la classe ouvrière ont toujours expliqué que l'« indépendance nationale » sous l'impérialisme n'était que le masque démocratique de la politique de pillages et de brigandages à l'échelle de la planète, que la classe ouvrière qui n'a pas de patrie ne peut se libérer de l'oppression capitaliste qu'en brisant les cadres de l'atelier, de l'usine, de la nation, qu'en détruisant la classe des exploités à l'échelle de la planète.

Et comment appellent-ils ceux qui, refusant de livrer bataille à l'opportunisme, finissent par tomber dans le camp des défenseurs de la patrie ? Des traîtres.

Ou préparation électorale ou préparation révolutionnaire !

(suite de la page 1)

« gauche » en prétendant que leur victoire électorale serait une victoire pour les travailleurs, et leur gouvernement une étape nécessaire sur le chemin de la révolution, ou de toute façon un moindre mal, préférable par principe à un gouvernement de droite. Mais seraient-ils capables, ces adorateurs de l'expérience concrète, de citer un seul exemple de « gouvernement de gauche » qui n'ait joué, dans l'histoire, un rôle antiprolétarien ?

En même temps, et de façon contradictoire, les « habiles » tacticiens gauchistes prétendent qu'il faudrait gausser les partis opportunistes au gouvernement pour les démasquer, parce qu'il faut que les masses « fassent elles-mêmes leur expérience », ou encore « par solidarité avec la volonté de la majorité des travailleurs ». Mais en admettant même (ce qui est loin d'être automatique) que l'« expérience » du gouvernement de gauche puisse être utilisée dans un sens révolutionnaire, comment pourrait-on le faire si on ne l'a pas dénoncé et combattu à l'avance en tant que solution purement bourgeoise et anti-ouvrière ? Comment « combattre les illusions des masses » si on les a auparavant encouragées ?

Prolétaires, Camarades,

Il n'a jamais existé et il n'existera jamais d'« étape intermédiaire » entre dictature de la bourgeoisie et dictature du prolétariat. L'Etat bourgeois, même le plus démocratique, même géré par un « gouvernement de gauche », n'est et ne peut être autre chose qu'un organe d'oppression, un instrument destiné à protéger l'exploitation du travail salarié par le capital. Il n'y a pas d'émancipation du prolétariat possible sans révolution violente et sans dictature, parce que la bourgeoisie ne renoncera jamais à son pouvoir et à son mode de production sans recourir aux

armes, sans utiliser toutes les ressources de son Etat, sans livrer la bataille la plus acharnée pour défendre ses privilèges.

Pour retrouver la force d'attaquer un jour et de vaincre définitivement la classe ennemie, il n'y a pas d'autre voie, pour le prolétariat, que la lutte ouverte, dès aujourd'hui, pour la défense de ses conditions de vie et de travail, le retour aux méthodes de la lutte de classe directe et au sens de la solidarité internationale de tous les prolétaires ; la rupture avec tous les mensonges de l'intérêt « national », avec toutes les illusions démocratiques et pacifistes, et avec le réformisme qui en est le porteur.

Dans les pays impérialistes (comme la France) où le parlement n'est plus depuis longtemps qu'un décor vide, et où l'illusion démocratique continue à empoisonner et à paralyser depuis des décennies le mouvement ouvrier, il n'y a pas de préparation révolutionnaire possible sans rupture avec une institution parlementaire qui n'a plus aucune autre fonction que de tromper les ouvriers.

Cette voie est longue et difficile ? Elle est la seule réaliste. Chercher des raccourcis ou des chemins plus « faciles » ne fait en réalité qu'entraver et retarder la constitution de la force de classe qui pourra la mettre en œuvre.

— NON AUX MYSTIFICATIONS DEMOCRATIQUES ! NON A LA TREVE ELECTORALE !

— POUR LA LUTTE DE CLASSE !

— POUR LA RENAISSANCE DU PARTI DE L'EMANCIPATION PROLETARIENNE, LE PARTI COMMUNISTE MONDIAL !

— POUR LA REVOLUTION COMMUNISTE !

Parti Communiste International

**Elections et
gouvernement de gauche,
mystifications
bourgeoises**

C'est le titre de la dernière brochure parue dans la série « Le Prolétaire ». Lecteurs, sympathisants, passez commande ! Diffusez-la autour de vous !

Prix : 4 F.

A propos de la campagne contre « l'Europe germano-américaine » (3)

(suite de la page 1)

tionnaire pouvait le produire — mettait en garde contre les conséquences d'une crise du capitalisme qui risquait « de déboucher sur la décomposition des structures démocratiques », se lamentait devant la résignation d'une « part essentielle des bourgeoisies au pouvoir en Europe du Sud » devant l'intégration croissante de leurs pays au « nouvel empire germano-américain ». Et il traçait les « grandes lignes d'une alternative de gauche » en opposant à la politique impérialiste de la France, jamais dénoncée comme telle, une autre politique impérialiste, fondée sur la

lutte contre « l'hégémonie de la haute finance germano-américaine sur l'Europe », et l'organisation « de nouveaux circuits autonomes en Méditerranée », et d'une « coopération sur des bases nouvelles avec les pays du Tiers Monde ».

Ce texte chauvin et impérialiste jusqu'à la moelle fut salué par l'OCT comme un « premier pas » ayant le mérite de « pose[r] ouvertement le problème » (L'Étincelle, n° 2), et elle le reproduisit presque intégralement dans sa presse (à part les passages les plus virulents), donnant ainsi sa caution à un programme dicté par des intérêts purement bourgeois.

Le dédoublement de la politique impérialiste

Il n'y a aucune opposition de classe entre la politique impérialiste qui accepte une « dépendance accrue » envers des puissances étrangères, et celle qui revendique au contraire une plus grande liberté de mouvement dans le ring impérialiste. Le contenu en est le même : la lutte pour une meilleure participation au monopole impérialiste, lutte riche en retournements et dont les participants subissent nécessairement les handicaps qui découlent des avatars antérieurs.

Cette opposition est aussi fallacieuse, du point de vue du prolétariat, que le prétendu antagonisme entre démocratie et fascisme. Il s'agit, dans l'un et l'autre cas, d'un dédoublement de la politique d'une seule et même classe, avec tout un éventail de solutions intermédiaires possibles, mais où la revendication de la liberté — que ce soit la démocratie à l'intérieur, ou l'indépendance nationale à l'extérieur — a toujours été un des maillons au travers desquels a avancé la fascisation du monde impérialiste. Elle est toujours venue à point nommé pour servir à dévier les masses vers des objectifs laissant en place les Etats et la domination capitalistes, et concourant même à leur consolidation. Ainsi, le prétendu affrontement entre Vichy et Londres, ne fut en réalité qu'une sinistre mystification, destinée à couvrir un

même souci impérialiste et la préoccupation de la continuité contre-révolutionnaire de l'Etat (1). Et la croisade anti-nazie pour la « libération » de l'Europe, dans laquelle le prolétariat fut invité à s'enrôler, amena le contrôle et l'occupation américains et soviétiques, plus « démocratiques » peut-être, mais tout aussi contre-révolutionnaires et bien plus puissants et étendus.

Il est aussi illusoire de vouloir affaiblir le barrage armé des grands Etats et lutter contre la tendance centralisatrice qui s'opère à travers eux, au moyen de la lutte pour une « véritable » indépendance nationale d'Etats avancés, qu'entamer leur fascisation au moyen de la lutte pour la démocratie. Pour le prolétariat révolutionnaire, il s'agit d'opposer à la dictature et au totalitarisme croissants du capital financier international, non pas l'impossible marche en arrière, à rebours du cours de l'histoire, mais la marche en avant, vers la révolution communiste et la dictature mondiale du prolétariat.

Des campagnes comme celle de l'OCT ont pour fonction de préparer le terrain au sein des masses à une des solutions impérialistes. L'OCT s'imagine, au mieux, préparer la révolution prolétarienne, elle contribue en fait à préparer le prolétariat à participer à la guerre impérialiste, problème qu'elle es-

quive d'ailleurs soigneusement : une nouvelle confirmation de la stérilité des réactions démocratiques au stalinisme, qui partagent en réalité les mêmes principes que lui : populisme, interclassisme, recherche d'étapes intermédiaires.

Une des caractéristiques essentielles de l'opportunisme — et du centrisme qui n'est qu'une de ses variantes — est de toujours chercher de nouvelles étapes politiques par lesquelles devrait impérativement passer le mouvement prolétarien avant de pouvoir revendiquer ouvertement la lutte directe contre l'Etat, étapes qui se révèlent invariablement autant d'obstacles sur le chemin de la préparation de cette lutte. La lutte pour l'Europe démocratisée « à l'abri des superpuissances » représente une étape analogue — à l'échelle internationale — à celles du « gouvernement de gauche » et du « gouvernement au service des travailleurs » à l'échelle interne. Elle fourvoie elle aussi le prolétariat vers de faux adversaires : lutte contre une solution impérialiste et non lutte contre l'impérialisme (qui implique — sous peine de se transformer en phrase creuse — la lutte avant tout contre « son » propre impérialisme, qu'il soit en expansion ou en recul), lutte contre une fraction bourgeoise et non contre la bourgeoisie, contre un gouvernement et non contre l'Etat bourgeois. Avec nécessairement, comme résultat, la perpétuation de la domination capitaliste.

Les tâches du prolétariat européen ne sauraient être ramenées, à rebours de toute l'évolution historique, à des tâches d'émancipation nationale : ses responsabilités révolutionnaires sont bien plus vastes. Pour les remplir, la lutte convergente des prolétaires français et allemands contre toutes les divisions alimentées dans leurs rangs par leurs bourgeoisies respectives, et l'effort du prolétariat européen pour se souder avec celui de l'Amérique — victime lui aussi du poids grandissant de son Etat dans le monde — devront jouer un rôle décisif.

Plus que jamais est vrai ce que nous écrivions il y a déjà trente années à l'adresse du prolétariat des grandes métropoles, brisé

par la contre-révolution et la guerre impérialiste :

« Face à cette nouvelle construction du monde capitaliste [le système issu de la Deuxième Guerre mondiale], le mouvement prolétarien ne pourra réagir que s'il comprend qu'il ne faut pas regretter l'époque révolue de tolérance libérale, d'indépendance et de souveraineté des petites nations. L'histoire n'offre qu'une seule voie pour éliminer toutes les exploitations, toutes les tyrannies et toutes les oppressions : l'action révolutionnaire de classe dressant dans chaque pays, qu'il soit dominant ou dominé, les classes travailleuses contre la bourgeoisie locale, en complète autonomie de pensée, d'organisation, d'attitude politique, d'action et de lutte ; l'action révolutionnaire se développant par-dessus les frontières, en temps de paix comme en temps de guerre, dans les situations considérées comme normales ou comme exceptionnelles, prévues ou imprévues par les schémas philistins des traités opportunistes, et regroupant les forces des travailleurs du monde entier dans un organisme unitaire, dont l'action ne cessera pas avant le renversement complet des institutions capitalistes » (2).

FIN

(1) C'est un point que nous ne pouvons énoncer ici que rapidement. Citons seulement à titre d'exemple la collusion et les contacts entre Vichy et Londres, l'admiration de de Gaulle pour les mesures intérieures de Vichy, les discussions entre eux pour un passage indolore des commandes de l'Etat, le régime d'Alger où en 1943 vichyssois et gaullistes se côtoyaient dans le même gouvernement, etc.

(2) Guerres et crises opportunistes, p. 47.

ERRATUM

Dans notre dernier numéro, les notes (1) et (2) de cet article ont été interverties.

Cette fois, Ségué dit la vérité

(suite de la page 1)

Devant de tels gouvernements, la CGT serait-elle plus intransigente ? Mais qu'a-t-elle fait depuis un an et demi de plan Barre, sinon accepter dans la pratique l'austérité en déviant toutes les velléités de riposte vers la perspective des élections et en brisant d'une manière ou d'une autre toute lutte réelle (Michelin, SNCF, EDF, PTT pour les derniers mois) ?

Le problème est que les risques d'explosion sont tels que bourgeoisie et opportunistes doivent se donner une tactique qui, si elle distribue des concessions économiques, les accorde de manière, non pas évidemment à soulager la classe de la misère tout en renforçant ses rangs, mais à désamorcer le mieux possible les risques de révolte générale.

Quand l'éditorial de l'Humanité-Dimanche du 21-27 écrit avant d'interviewer Ségué : « Au printemps, le SMIC sera-t-il ou non à 2.400 F ? Les allocations familiales seront-elles ou non augmentées de 50 % ? La durée du travail sera-t-elle ou non ramenée à 40 heures ? La retraite sera-t-elle ou non possible à 55 ans pour les femmes, à 60 ans pour les hommes ? », le réformisme ne tend-il pas la perche à l'Etat et au patronat qui se préparent en toute hypothèse à une négociation d'ensemble (c'est la raison, donnée ouvertement, du maintien à la direction du CNPF, pour trois ans, de Ceyrac, considéré comme étant le seul à pouvoir imposer au patronat une discipline d'ensemble) ?

Ces éventuelles concessions économiques, il serait fou de les rejeter, bien qu'elles soient largement insuffisantes. Mais elles ne seront bénéfiques à la classe ouvrière que dans la mesure où la lutte pour leur satisfaction sera liée à celle contre toute division des rangs ouvriers, contre toute nouvelle limitation acceptée par les confédérations de la liberté de mouvement syndical, contre toute nouvelle stérilisation de la grève, bref, contre toute l'orientation réformiste et contre les partis de gauche et les confédérations syndicales qui la défendent.

Lettre d'Italie

Les positions d'« Autonomia Operaia »

Le courant « autonomiste » est en train de se développer en France. On aura une idée de ce que peut donner un tel mouvement, en regardant un de ses homologues déjà plus ancien, le courant « Autonomia Operaia » en Italie.

« Autonomia operaia » n'est pas une organisation homogène, mais résulte de la convergence de divers courants unis par certaines positions communes. Son origine doit être cherchée dans l'évolution des organisations « gauchistes » traditionnelles, nées autour de 1968, comme *Lotta Continua*, *Avanguardia Operaia*, *Il Manifesto*, etc. Partis d'une opposition aux grands partis pseudo-ouvriers, en premier lieu le PC, le « spontanéisme » de ces organisations les a menées au suivisme par rapport à ces mêmes partis ; un suivisme plus ou moins justifié par des considérations « tactiques », qui s'est manifesté de façon criante en période électorale, et qui a finalement conduit à leur débandade après le résultat des élections du 20 juin 1976.

L'évolution de ces groupes était cependant déterminée par leurs bases politiques mêmes, qui les placent continuellement devant cette alternative : ou bien reconnaître le caractère velléitaire de leur ligne politique et rentrer au bercail du réformisme parlementaire ; ou bien pousser cette tendance jusqu'à théoriser les actions « de force » ou le geste désespéré. On a vu la première tendance dans l'évolution parlementaire du cartel « *Democrazia Proletaria* », et dans l'entrée au PCI de certains des principaux théoriciens du « Mouvement » (Tronti, Cacciari, Asor-Rosa). La deuxième s'est traduite par une hémorragie constante, et aussi par la décomposition de *Lotta Continua*, qui s'est pratiquement dissoute en tant qu'organisation et ne subsiste que comme journal du « mouvement » au sens le plus large.

En réaction à cette évolution, apparaît un courant qui veut revenir aux « traditions » de 1968 et les développer sur un terrain non réformiste. Mais la situation a bien changé : alors qu'à l'époque ces groupes cherchaient à conquérir un « espace » et une « autonomie » (illusoire) à l'intérieur de la société bourgeoise, la bourgeoisie restreint aujourd'hui l'accès à ces champs marginaux, et les perspectives apparaissent peu riantes dans l'immédiat. Les immédiatistes réagissent en forgeant de nouvelles théories pour éluder les problèmes réels de la constitution du Parti sur la base de son programme histo-

rique et de son implantation dans la classe. Ce sont la « théorie des besoins » et la théorisation d'une transformation structurelle de la classe ouvrière par la substitution de « l'ouvrier social » à « l'ouvrier masse ». Voyons cela de plus près.

La « théorie des besoins », c'est l'idée que les opprimés font la révolution pour répondre à leurs besoins, et qu'il faudrait donc partir de ces besoins immédiats pour définir et le programme et la tactique de la lutte. Il est clair que de cette façon on « élargit » l'horizon politique à toutes les manifestations d'insatisfaction, en général, produites à jet continu par la société capitaliste et qu'on transforme en « classe révolutionnaire » tous ceux qui ne peuvent y contenir leurs besoins.

On est là aux antipodes du marxisme qui repose sur la reconnaissance du déterminisme historique : l'exigence de la destruction des rapports capitalistes de production ne découle pas de l'insatisfaction des besoins immédiats, mais de tout le cours historique de développement de l'humanité ; et le programme révolutionnaire n'est pas à inventer chaque jour à partir des « besoins », il est donné par l'étude historique-objective du capitalisme. Bien sûr, nous ne sommes nullement indifférents aux besoins immédiats des masses : ce sont eux qui les poussent à la lutte, et c'est sur eux que le Parti peut s'appuyer pour constituer et mobiliser la force de classe qui pourra renverser la domination bourgeoise.

Les autonomes posent la question dans l'autre sens. Ignorant les déterminations objectives, ils veulent partir des « besoins » immédiats et... avancer sans savoir où ils vont. C'est pourquoi ils confondent l'organisation politique avec celle qui organise la lutte pour les revendications immédiates, et substituent au programme politique général un simple programme revendicatif. C'est ce qu'on a pu voir par exemple au fameux congrès de Bologne de septembre dernier. Les programmes avancés à cette occasion s'en tenaient à l'économisme le plus plat, tout en prétendant réaliser un blocage de la « reproduction des rapports sociaux capitalistes » (rien que ça !) ou encore « libérer une partie des richesses pour les utiliser selon nos besoins ».

Même ceux des « autonomes » qui parlent de parti et même parfois de « parti armé », ignorent donc la lutte politique et le rôle historique du parti. Ce n'est pas étonnant,

puisque la notion même de classe a été complètement défigurée par eux. Pour le marxisme, elle découle à la fois du rôle du prolétariat dans la production, de sa nature de « sans-réserve » obligé de vendre sa force de travail et de sa lutte historique d'émancipation, matériellement déterminée. Ce qu'on définit à partir des « besoins », n'est qu'un vague amalgame de toutes les catégories sociales plus ou moins insatisfaites et brimées, du « marginal » à « la femme en général ». Et lorsqu'ils parlent encore de « classe ouvrière » c'est pour rendre absolues certaines caractéristiques contingentes du système capitaliste. Les mêmes intellectuels qui avaient hier tiré mécaniquement de l'analyse économique la notion d'« ouvrier masse » (c'est-à-dire la concentration des masses prolétariennes dans les grandes usines et leur poids politique dans la société), veulent tirer aujourd'hui leur programme de l'existence d'un « ouvrier social » qu'ils se croient obligés de défendre contre les mesures de décentralisation que le capitalisme entreprendrait exprès pour détruire la cohésion de masse de la classe ouvrière. Dans un cas comme dans l'autre, ils ne voient que l'effet mécanique de la concentration : ils ne voient que la masse, et ils oublient que seul un organe de conscience et de direction, le Parti, peut donner au prolétariat une cohésion et une unité politiques réelles.

Les différents courants autonomes divergent sur les revendications à avancer. Mais tous font de celles-ci, identifiées au programme communiste, une base pour réaliser un contre-pouvoir au niveau local. Ils excluent que le problème de la révolution soit celui de l'organisation en classe pour le renversement révolutionnaire de l'Etat bourgeois, avec tous les problèmes politiques, tactiques, organisationnels qui en découlent. La « nouvelle époque » se caractérise, pour eux, par la constitution à la base d'un contre-pouvoir qui s'irradiera jusqu'à envahir l'Etat qui sera ainsi aboli.

On aura vu que ces courants « nouveaux » ne représentent en fait qu'un retour sur la scène du vieux mouvement anarcho-syndicaliste, spontanéiste, immédiatiste, et anti-parti. Le fait que la dégénérescence toujours plus poussée des grandes organisations réformistes et aussi des courants centristes pseudo-révolutionnaires lui redonne une nouvelle jeunesse ne nous étonne pas, mais nous oblige à lutter d'autant plus énergiquement non seulement contre eux mais aussi contre les déviations qu'il représente.

La grève des dockers en Allemagne

Depuis plus de trente ans, il n'y a pas eu de grève dans les ports allemands. C'est un des résultats de la collaboration de classe reposant à la fois sur l'écrasement de la classe ouvrière et sur le boom économique de l'après-guerre.

Cette fois aussi, les syndicats n'envisagent qu'une grève-bidon, servant uniquement à paralyser toute volonté de lutte réelle et à tenir son rôle rituel dans les négociations annuelles de salaires. Pourtant, le mécontentement de la base était net, puisque les patrons offraient une augmentation des salaires de 3,5 %, alors que les ouvriers en exigeaient 9 %. Comme d'habitude, la Fédération des transports et services (Oe.T.V.) commença par organiser un vote à bulletins secrets sur le principe d'une grève; c'est un moyen classique pour empêcher les ouvriers combattifs d'entraîner les hésitants, pour isoler chaque ouvrier avec sa « conscience » et empêcher la constitution d'une force collective, que favorise le vote à main levée dans une assemblée.

Pas de chance : même dans ce vote secret, plus de 97 % des ouvriers se prononcèrent les 19-20 janvier en faveur d'une grève pour obtenir les 9 %. L'Oe.T.V. doit donc organiser la grève. En fait, elle organisera le sabotage et la liquidation de la grève.

Très vite, les bonzes déclarent que 6 ou 7 % leur sembleraient déjà un résultat acceptable; en d'autres termes, ils avouent qu'ils ne cherchent pas à imposer la revendication de la base mais à trouver un compromis. Par ailleurs, ils organisent un « service des urgences » qui décharge toutes les marchandises dont les capitalistes ont besoin tout de suite, ce qui revient tout sim-

plement à briser la grève. Celle-ci ne s'étend même pas à tous les ports; les zones de salaires et le décalage dans le temps des signatures des conventions facilitent ce fractionnement qui, en particulier, maintient en dehors de la grève les ports pétroliers : bloquer l'arrivée du précieux liquide aurait constitué un moyen de pression trop important! Inutile de dire qu'il n'est pas question de coordonner la grève des dockers avec les luttes des métallos, des typos et encore moins la grève simultanée des dockers italiens. Isoler les luttes les unes des autres pour mieux les étouffer, c'est là une tactique éprouvée des bonzes de tous les pays. Bref, « pour ne pas nuire à l'économie », la direction syndicale s'est appliquée à briser une grève qu'elle était censée diriger.

Lorsqu'il pensèrent que la pression avait suffisamment baissé, les capitalistes et les syndicats se sont mis d'accord pour proposer 7 % d'augmentation aux ouvriers. Moins, en fait, puisque le mois de janvier n'était pas inclus. A la stupeur des bonzes, les ouvriers repoussent ce compromis par près de 60 % des voix dans un nouveau vote secret! « Leurs » ouvriers ne les avaient pas habitués à ça! Mais il n'était pas question de continuer cette grève: l'Oe.T.V. organise une nouvelle consultation dans laquelle, d'après les règlements démocratiques, il aurait fallu cette fois que la poursuite de la grève soit approuvée par 75 % des voix... Pour aider les bonzes, les patrons acceptent d'étendre les 7 % à janvier. Finalement, dans une ultime consultation à bulletins secrets, il ne reste plus que 24 % des ouvriers qui repoussent le compromis et veulent continuer la lutte: la grève est liquidée.

Bien qu'elle se soit terminée par une défaite partielle des éléments les plus combattifs, cette grève est importante. Les dockers se sont dressés contre la politique de collaboration de classe: ils l'ont fait spontanément, inconsciemment et timidement, mais ils l'ont fait. Et, voulant lutter vraiment contre leurs patrons, ils ont dû s'opposer aux bonzes syndicaux qui ne rêvent que négociation, conciliation et défense de l'intérêt national.

La bourgeoisie ne s'est pas trompée sur la véritable signification de cet épisode: ce n'est pas le pourcentage d'augmentation des salaires qui l'inquiète, mais la possibilité que les syndicats perdent un jour le contrôle des ouvriers. Ainsi, la *Süddeutsche Zeitung* du 1-2-78 déclare que les augmentations obtenues ne représentent pas une catastrophe, « mais on va vers une catastrophe si dans les grandes négociations des services publics et de la métallurgie les syndicats ne sont plus maîtres de la procédure ». Elle s'inquiète de voir « la base suivre des mouvements et tendances dans lesquels le mandat syndical n'est plus une des forces dominantes », et déclare sans ambages que, si ça continue comme ça, les syndicats devront « rendre leur mandat ». S'ils ne peuvent pas contrôler la base, ils ne sont plus utiles à leur « mandant » véritable, la bourgeoisie.

Pour notre part, nous ferons tout ce que nous pourrions pour que les craintes de la bourgeoisie se réalisent. Nous appliquerons toutes nos forces à aider les ouvriers à secouer le carcan des directions de collaboration de classe et à retrouver le chemin de leur lutte et de leur organisation de classe.

Presse du Parti

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 4 DE

il programma comunista

- Gli insegnamenti della scissione di Livorno 1921: La lotta per la rivoluzione è la lotta per il partito
- I programmi dei sindacati, della Confindustria e del governo: Marciano separati e colpiscono uniti
- A proposito di ordine e libertà
- Fertilità delle « leggi eccezionali »
- L'antimilitarismo rivoluzionario
- La teoria dei « Tre mondi »: Sostituzione dell'epoca imperialista con l'epoca dei movimenti borghesi democratici
- Dietro il conflitto Vietnam-Cambodge: Il romanzo della rivoluzione indocinese
- Il Giappone al centro della guerra economica
- L'imperialismo al saccheggio del corno d'Africa
- Inghilterra: Gli allori di Callaghan
- Il convegno sulla « Partecipazione dei lavoratori al livello d'impresa »: La classe operaia al servizio dell'impresa capitalista

programme communiste

N° 75 - Déc. 77

- L'Internationale des flics au travail
- Sur le fil du temps : Espace contre ciment
- Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine
- En mémoire d'Ernesto « Che » Guevara
- Note de lecture : L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e dimanche de chaque mois, donc le 12 mars et le 9 avril, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h à 12 h au café La Rotonde, place René-Goblet, soit le 2 avril et le 7 mai.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 18 mars et le 15 avril.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 18 mars et le 15 avril.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 26 mars et le 30 avril.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 h à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois, soit le 2 avril et le 7 mai.

● A Lyon : le 1^{er} vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 7 avril et le 5 mai.

● A Mulhouse : le 1^{er} samedi de chaque mois, de 14 h à 15 h, Librairie Presse Information, 1 bd Roosevelt, soit le 1^{er} avril et le 6 mai.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 h à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 19 mars et le 16 avril.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 h à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE :
Editions Programme,
32, rue du Pré-au-Marché
1007 Lausanne

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52928

C'est eux qui le disent !

Nous avions déjà montré que, derrière le masque de l'« internationalisme prolétarien », les barbudos cubains jouent en réalité en Afrique le rôle contre-révolutionnaire de pompiers sociaux et de croisés du statu quo international.

Ce rôle leur avait été reconnu par l'ambassadeur américain à l'ONU lui-même (cf. Le Prolétaire n° 239). Il a été surtout revendiqué sans ambages par le n° 3 cubain, Carlos Rafael Rodriguez, vice-président du Conseil d'Etat, dans une interview au Monde du 28-2-78: « Cuba n'aide pas la subversion [en Afrique] mais participe, au contraire, comme l'a admis un jour l'ambassadeur américain aux Nations Unies, à une entreprise de stabilisation, DE LUTTE CONTRE LA SUBVERSION ». Sans commentaire...

Vive la lutte des mineurs américains !

(suite de la page 1)

des imposées aux « meneurs », pour « mépris de la justice ». Le mineur de base a d'autant moins de raisons d'être impressionné par ces mesures que le syndicat et même ses organisations locales ne représentent plus grand-chose pour lui, et que leurs problèmes financiers ne sont pas son affaire. La direction du syndicat des mineurs a d'ailleurs annoncé qu'elle acceptait, à contrecœur, l'application de la loi Taft-Hartley, ce qui devrait la mettre à l'abri des poursuites.

L'éditorialiste du numéro précédent du même journal se rassurait en traitant les mineurs des Appalachés d'« arrière-garde ouvrière ». Nous sommes, nous, que les mineurs américains sont au contraire à l'avant-garde. Leur lutte est celle de tous les prolétaires !

Souscription permanente

LISTE N° 12 (1977)

Angers, 644; un groupe de sympathisants, 431; Grenoble, 191; pour la presse du parti, 1.200; Bordeaux, 20; Laus., 400; Le Havre, 300; Lyon, 310; Thierry, 60; F., 149; J.-P., 10; Marseille, 50; Strasbourg, 646,20; Paris, 493,25; des camarades, 850; souscription exceptionnelle, 1.354,20; Montréal, 500; un abonné parisien, 1.000; local Paris, 65.

Total liste 12: 8.673,65

Total précédent: 65.997,11

Total général: 74.670,76

Nouvelles d'Angleterre

● Les joies de la démocratie

L'Angleterre est, comme on sait, le berceau des institutions parlementaires, le paradis où les flics ne portent pas d'armes, où les libertés sont sacrées et où, de plus, il y a un gouvernement « socialiste » pour les protéger.

Et, en effet, quoi de mieux pour la défense de l'ordre établi? Un journaliste anglais, Robert Fox, écrit (Corriere della Sera du 19-12-77) que la tradition démocratique des citoyens anglais est le moyen idéal pour leur faire supporter « patiemment d'être fouillés dans des lieux publics par les agents de police ». Ceux-ci — officiellement pour déjouer les attentats de l'IRA — stoppent les autos, « contrôlent la couleur, l'immatriculation, le numéro du moteur en les comparant à ceux enregistrés par l'ordinateur de la police: si les données ne coïncident pas, le conducteur est interrogé comme suspect de terrorisme » et peut être « gardé à vue pendant une semaine sans qu'aucune accusation lui ait été formellement imputée », en dépit du fameux respect de la « privacy » et de toute « garantie » des droits des citoyens.

Toujours pour respecter les traditions, la police continue, c'est vrai, à ne pas porter d'armes (du moins pour l'instant), mais elle compte dans ses rangs des « spécialistes de réputation mondiale pour ce qui est de l'armement et des engins électroniques », et elle

● Des crevasses dans le mur de la paix sociale

Les syndicats anglais ont accepté le plan de restructuration et de licenciements chez Leyland: 12 à 17.000 ouvriers iront grossir les rangs des chômeurs. Un nouveau trophée qui s'ajoute au tableau de chasse du pacte social rajourné par Callaghan à l'enseignement de la « persuasion », et bien entendu, du chantage.

Cependant, la grève des ouvriers immigrés de Grunwick se poursuit — depuis un an et demi — malgré le total isolement où les ont laissés les centrales syndicales depuis le bref retour de flamme de cet été, alors qu'il leur avait été commode de les « soutenir » pour jouer les « durs » aux yeux des prolétaires.

Aujourd'hui, devant la menace représentée par l'entrée en lutte d'autres catégories (tels les pompiers, qui ont tenu pendant près d'un mois), ce n'est plus le moment de... jouer avec le feu, au contraire. C'est ainsi que les pompiers ont dû cesser la grève sans avoir presque rien obtenu, que les ouvriers de Leyland n'ont pas d'autre choix que de changer de travail — en admettant qu'ils en trouvent —, et que les mineurs — la catégorie la plus redoutable — ont dû courber la tête (mais quelles sueurs froides pour l'opportuniste!) et accepter un maximum de 10 % d'augmentation.

L'armée est même intervenue pour « stopper une mini-révolte contre le pacte social »,

est de plus en plus assistée de militaires du SAS (Special Air Service) qui sont, eux, armés jusqu'aux dents. C'est ce même commando spécial anti-terroriste, dont « les méthodes [R. Fox dixit] sont parfois aussi violentes que celles de l'IRA », qui a fourni au gouvernement allemand les instructeurs des tueurs de Mogadiscio.

Il est clair que l'Irlande est, pour la Grande-Bretagne, un terrain idéal d'entraînement policier. Il y a trois mois, un contingent de fusiliers du Royal Regiment cantonné à Belfast a été envoyé d'urgence aux Bermudes pour mater une révolte suscitée par la pendoison de deux jeunes « indigènes » condamnés pour homicide. Quant à l'Irlande du Nord elle-même, dans les neuf premiers mois de 1977 « il y a eu plus d'arrestations et d'emprisonnements pour terrorisme qu'il n'y en avait jamais eu ». Délices de la démocratie « consensuelle »!

Si l'on ajoute que la presse britannique, comme celle de tous les pays du monde, est baillonnée chaque fois qu'il le faut (« à Dublin, des lois sévères ont interdit aux journaux de parler des activités de l'IRA », on aura un tableau complet de la situation.

Une bonne illustration, en somme, du vieil adage marxiste: plus de démocratie, plus d'efficacité dans la répression.

comme l'écrit le journal bourgeois italien La Repubblica du 11-2: celle des transporteurs de produits pétroliers. Le plan gouvernemental, qui prévoit « la réquisition des camions-citernes et naturellement l'utilisation des moyens propres de l'armée, y compris ceux de la Royal Air Force, et la protection des camionneurs qui décideront de reprendre le travail par la police », avait été gardé secret et vient seulement d'être révélé par la presse. Le commentaire de La Repubblica est lumineux: « les plus grands dirigeants syndicaux sont décidés à appuyer la politique salariale du gouvernement et semblent disposés à accepter n'importe quelle méthode pour combattre ce type de révoltes. A une autre époque, l'utilisation de l'armée aurait déclenché la grève générale ». Eh oui: les temps sont changés, en Angleterre comme ailleurs...

Mais les travailleurs de l'électricité s'agitent eux aussi; les docks de Liverpool sont bloqués par une grève; de graves menaces de licenciements pèsent sur l'industrie sidérurgique; les pompiers battus montrent encore des signes de révolte, et chez Grunwick, on résiste.

Le prolétariat anglais montre qu'il sait tenir tête au capital, avec courage et obstination, mais il lui manque malheureusement une direction politique capable d'unifier tous ces épisodes, pourtant si vigoureux, de lutte ouvrière.